

Je suis fortement en désaccord avec ceux qui soutiennent que l'aide n'aide pas réellement. Je n'ai jamais entendu cet argument de la bouche des représentants des pays et des populations en développement qui bénéficient d'une aide. Je ne l'ai pas davantage entendu de pays ou de gouvernements qui ont une fort bonne réputation en matière d'aide au développement. Je ne peux que le rejeter.

Mais nous reconnaissons tous, il me semble, que l'aide n'est pas le point essentiel du dossier Nord-Sud.

Le point essentiel réside plutôt dans les possibilités économiques. Depuis des décennies déjà, les économistes du développement considèrent l'élargissement de ces possibilités comme une composante de la réforme structurelle. Cette observation est vraie, quelle que soit la valeur que l'on attache au concept de réforme.

Il est toutefois surprenant que l'on ne reconnaisse généralement pas l'aspect éminemment politique de la question.

C'est non seulement une question d'évolution économique ou de mécanismes, mais en fait une question de pouvoir et de partage global du pouvoir.

Je ne veux pas évoquer ici le pouvoir dans son sens historique et symbolique classique, à savoir le pouvoir fondé sur les armées et les marines, sur les conquêtes et les dépouilles de la guerre. Certes, je sais que dans un certain sens, notre système international actuel est le fruit d'une ère de conquêtes et de spoliations coloniales.

C'est un argument que l'on ne cesse d'entendre. Je propose que nous cessions d'y recourir. Il s'agit - et c'est là essentiel - de déterminer si le système économique international fonctionne réellement à l'avantage de tous. Certains signes indiquent clairement que tel n'est pas le cas.

S'il alimente la pauvreté au point qu'un milliard de personnes connaissent une existence marginale, il ne sert pas l'humanité.

Si des dizaines d'économies, depuis peu dynamiques et florissantes, ont vu leurs perspectives anémiées par des problèmes financiers qui ne cessent de se multiplier, il ne sert pas l'humanité.